



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des Populations**

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer**

ARRÊTÉ

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

**SCEA KERNAOEUF
56250 MONTERBLANC**

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V, (parties législatives et réglementaires) et la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 7 mai 2025 nommant Monsieur Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

VU le décret n°2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets ;

VU l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté d'autorisation délivré le 17 mai 1999 à l'EARL DE LA PLAINE pour l'exploitation au lieu-dit « Kernafiour » 56250 MONTERBLANC d'un élevage de volailles comportant 32 200 poulettes et 60 000 poules pondeuses soit 92 200 animaux équivalents ;

VU l'arrêté d'autorisation délivré le 16 mars 2006 à l'EARL DES 3 SOURCES pour l'exploitation au lieu-dit « Kernafiour » 56250 MONTERBLANC d'un élevage de volailles comportant 40 000 poules pondeuses ;

VU l'arrêté de prescriptions complémentaires délivré le 30 avril 2008 à l'EARL DES 3 SOURCES pour l'exploitation au lieu-dit « Kernafiour » 56250 MONTERBLANC d'un élevage de volailles comportant 49 500 poules pondeuses ;

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 22 janvier 2009 à l'EARL DE LA PLAINE pour l'exploitation au lieu-dit « Kernafiour » 56250 MONTERBLANC d'un élevage de volailles comportant 49 500 poules pondeuses soit 49 500 animaux équivalents ;

VU l'arrêté de prescriptions complémentaires délivré le 3 décembre 2014 à l'EARL DE LA PLAINE pour l'exploitation au lieu-dit « Kernafiour » 56250 MONTERBLANC d'un élevage de volailles comportant 141 700 animaux équivalents ;

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 8 octobre 2025 à la SCEA KERNAOEUF pour poursuivre l'exploitation au lieu-dit « Kernafiour » 56250 MONTERBLANC d'un élevage de volailles comportant 141 700 emplacements entrant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 3660-a relevant du régime de l'autorisation ;

VU le dossier de demande d'examen au cas par cas daté du 24 novembre 2025 relatif à un projet de restructuration interne du site d'élevage de poules pondeuses de la SCEA KERNAOEUF autorisé au titre des installations mentionnées à l'article L515-28 du code de l'environnement pour élever après projet 141 700 poules pondeuses ;

VU le dossier de demande d'examen au cas par cas considéré complet le 18 décembre 2025 ;

VU les plans joints à la demande ;

CONSIDÉRANT que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L 171-8 et à l'article L 122-1 du code de l'environnement et qu'il lui appartient de déterminer si la restructuration envisagée doit être soumise à l'évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les installations du site de « Kernafiour » de la SCEA KERNAOEUF ont fait l'objet de deux évaluations environnementales : l'une pour un élevage de poules pondeuses comportant 32 200 poulettes et 60 000 poules pondeuses, soit 92 200 animaux équivalents et l'autre pour un élevage de 40 000 poules pondeuses ;

CONSIDÉRANT que les constructions des 3 séchoirs, de l'extension du poulailler P2, de l'extension du hangar de stockage des fientes sèches et de la construction d'un second stockage de fientes sèches, seront réalisées à plus de 100 mètres des tiers ;

CONSIDÉRANT que les extractions d'air ne se feront plus dans le rayon de 100 mètres des tiers mais alimenteront les séchoirs de fientes situés au minimum à 180 mètres des tiers ;

CONSIDÉRANT que la capacité d'élevage du projet reste identique soit 141 700 emplacements poules pondeuses ;

CONSIDÉRANT que les effluents de fientes sèches normées seront exportés ;

CONSIDÉRANT que le site d'exploitation est situé hors d'une zone classée Natura 2000 et hors ZNIEFF ;

CONSIDÉRANT que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'un dossier présentant les modifications de conditions d'exploitation de l'élevage au titre de la rubrique 3660 en application des articles L.214-1 et L.214-3 du code de l'environnement sera déposé et comportera une analyse des impacts du projet sur l'environnement, notamment sur la qualité de l'air, et l'utilisation des ressources ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par les prescriptions générales applicables aux élevages soumis aux installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques n°2101 et 3660 permettent de prévenir des dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, pour la sécurité, pour la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet présenté par la SCEA KERNAOEUF, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kernafiour » 56250 MONTERBLANC, pour l'exploitation, à cette même adresse, d'un élevage de poules pondeuses, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 2 :

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

ARTICLE 3 :

Cette décision ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L.110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours en contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes formé dans les mêmes conditions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

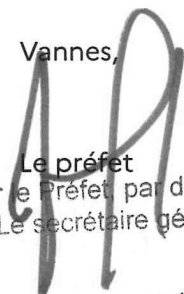
Sous peine d'irrecevabilité, ce recours doit être précédé d'un recours administratif préalable auprès du préfet du Morbihan, conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement.

Le recours administratif proroge de deux mois le délai du recours contentieux.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire et publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan.

Vannes, 23 DEC. 2025


Le préfet
Pour le Préfet, par délégation,
Le secrétaire général,
Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de MONTERBLANC
- M. le directeur départemental de la protection des populations
- SCEA KERNAOEUF « Kernafiour » 56250 MONTERBLANC